

9 janvier 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la politique de défense, à Olivet (Loiret) le 9 janvier 2013.

Messieurs les ministres,  
Mesdames et messieurs les parlementaires et les élus,  
Messieurs les chefs d'Etat-major,  
Messieurs les officiers généraux,  
Mesdames, Messieurs,

Le 12<sup>ème</sup> régiment de cuirassiers nous a fait un grand honneur en nous recevant aujourd'hui. J'ai pu au cours de ma visite - trop brève - apprécier la très haute qualité des personnels, le haut niveau de la technologie utilisée et la confiance que nous vous portons pour les manuvres ou les opérations dont vous aurez la charge.

Cette qualité est à l'image de l'ensemble de nos armées. Ici vous avez choisi un métier, ou plutôt une vocation. Car être soldat n'est pas une profession comme les autres. C'est accepter de plein cœur le sacrifice, y compris celui de sa vie pour la patrie.

Au cours de l'année 2012, celle qui vient de s'écouler, quinze de vos frères d'armes sont morts pour la France ou au service de la Nation. Je m'incline, avec émotion, devant leur mémoire. Une fois encore je le dis, nous ne les oublierons jamais. J'assure leurs familles, leurs proches de notre solidarité dans l'épreuve qu'ils continuent de traverser. Ces familles et ces proches qui continuent de souffrir.

A cet hommage, j'associe également les blessés. Il se trouve que depuis que j'occupe cette responsabilité de chef de l'Etat, donc de chef des armées, j'ai pu aller au chevet d'un certain nombre de ces blessés revenant d'opération. J'ai été saisi par deux impressions fortes qu'ils m'ont communiquées. La première c'est leur grande pudeur, une réserve, une retenue, ne jamais se plaindre. Et l'autre impression, c'est cette obstination, cette volonté farouche de retourner sur le lieu même du combat, là où ils avaient été touchés, comme pour bien montrer que rien ne s'était interrompu et qu'ils étaient toujours et encore des soldats.

En ce début d'année je viens présenter mes vœux, mais je viens surtout évoquer le rôle majeur joué par nos armées sur les terrains où vous êtes engagés au nom de la France.

L'un de ces terrains, c'était, c'est encore pour quelques jours l'Afghanistan. J'avais annoncé au printemps dernier, au lendemain de mon élection - en plein accord avec nos alliés et en bonne intelligence avec les autorités afghanes - que nos forces combattantes seraient rentrées en France à la fin de l'année 2012.

Aujourd'hui, cette mission est accomplie. Le ministre de la Défense a pu faire le réveillon de fin d'année avec les troupes en Afghanistan. Elles sont aujourd'hui à peu près au niveau de 1500 soldats, sous-officiers et officiers. Au milieu de l'année prochaine - au mois de juin - à peine 500 seront affectés dans des tâches que nous avons voulu être en continuité avec notre engagement : coopération pour l'aéroport, pour l'hôpital et pour la formation. Mais - comme je m'y étais engagé - au début de cette année 2013 il n'y a plus de éléments combattants français en Afghanistan.

Je veux saluer, féliciter l'opération de désengagement qui a été menée, de rapatriement sous l'autorité du ministre de la Défense, du chef d'Etat-major de nos armées l'Amiral GUILLAUD, parce que c'était une opération militaire que de faire revenir les troupes et les matériels dans des conditions éminemment dangereuses et qui ont justifié une protection toute particulière. Là

conditions éminemment dangereuses et qui ont jusque une protection toute particulière. La encore, cette manuvre a démontré que les opérations de combat sont inconcevables sans une logistique d'excellence avant, pendant et après l'action militaire elle-même.

Vous pouvez être fiers de ce que vous avez accompli en Afghanistan. Nous avons en effet contribué, avec nos alliés, à délivrer ce pays de l'emprise d'une organisation terroriste, Al Qaïda. Nous avons assuré dans deux provinces que certains connaissent - la Kapisa et la Surobi - une transition vers la souveraineté afghane et maintenant nous pouvons engager une coopération qui est celle attendue de la France, c'est-à-dire de formation et de gestion de l'hôpital et de l'aéroport. Cette mission s'achève. Et je considère avec succès. Mais d'autres se poursuivent, pour lesquelles, une fois encore, nous sommes mis à contribution et vous les personnels militaires et civils des trois armées particulièrement. Je n'oublie pas les services de soutien : la gendarmerie nationale, la direction générale de l'armement et l'ensemble du ministère de la Défense.

Peu de nations ont été, autant que la nôtre, la France, impliquées en si peu de temps dans autant d'opérations. Je pense à l'océan indien où nous combattons la piraterie, à la Côte d'Ivoire, au Kosovo, au Liban - un certain nombre ici en reviennent -, mais aussi en France, par rapport à la lutte contre le narco-trafic dans l'arc antillais, contre l'opium clandestin en Guyane qui a coûté la vie de deux militaires français, ou à la protection de notre espace aérien et maritime. Voilà, vous êtes en veille permanente pour assurer en toutes circonstances la sécurité du pays, avec aussi nos forces de dissuasion nucléaire.

Telles sont bien les responsabilités de nos armées : protéger notre territoire et donc les Français et défendre partout dans le monde nos valeurs et nos intérêts, donc la France, partout où nous sommes menacés, où certains de nos ressortissants peuvent être exposés encore récemment en République centrafricaine et nous suivons avec vigilance l'évolution de la situation. Mais aussi dans d'autres zones du continent africain et c'est un défi majeur que nous aurons une nouvelle fois à rencontrer.

Le terrorisme, cette forme de barbarie qui a déclaré la guerre à toutes les civilisations, a pris racine dans le Sahel et dans le nord du Mali. Le Conseil de sécurité à notre initiative - pas seulement mais principalement - a adopté à l'unanimité une résolution autorisant, "pour une durée initiale d'une année", le déploiement d'une mission internationale sous conduite africaine. Elle soutiendra donc la reconstitution de l'armée du Mali et permettra le moment venu de chasser les groupes islamistes extrémistes qui occupent la région du nord Mali. La France, avec l'Union européenne, participera à la formation des forces armées, à la fois celles du Mali et celles des Africains par rapport à l'opération que seuls peuvent décider.

D'autres menaces existent. Elles requièrent également notre mobilisation. Certaines sont plus perverses que d'autres : je pense aux attaques informatiques, aux intrusions à partir du « cyberspace » et nous devons nous former par rapport à cette agression. Parce qu'elle est dirigée contre les États mais aussi contre les forces économiques, contre nos entreprises. Cette menace nous oblige donc à réinventer la façon dont nous devons concevoir notre sécurité et même notre défense. C'est une des missions que j'ai confiées au ministre de la Défense et au ministre de l'Intérieur.

Une seconde menace - plus terrible encore - est la prolifération nucléaire qui expose l'humanité toute entière aux effets les plus destructeurs de ces armes, puisqu'il y a là des pays qui ont accédé en réalité à l'arme nucléaire, qui peuvent y accéder ou qui cherchent à y accéder et qui peuvent menacer la paix du monde. Cela suppose là encore d'accroître et de diversifier nos outils de protection, mais également d'être sur le plan diplomatique, politique, à l'initiative parce que nous sommes membres du Conseil de sécurité des Nations-Unies.

Les risques prennent également des formes nouvelles. Nous avons maintenant ce qu'on appelle des adversaires « hybrides », c'est à dire disposant, aux côtés de moyens les plus artisanaux, de capacités qui étaient jusqu'à présent l'apanage des États. Et là encore nous devons faire face à cette gestion de crise et nous devons nous y préparer.

L'ensemble de ces enjeux, de ces risques, de ces menaces, de ces protections doivent être traités dans le cadre de nos alliances. A cet égard, je fais largement miennes les conclusions d'un rapport que j'avais commandé à l'ancien ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine et conclusions

qui vont dans le sens d'assumer pleinement la présence de la France dans l'Alliance atlantique et dans l'organisation militaire qui lui est attachée, et d'être à l'initiative et de faire en sorte que nous puissions engager une responsabilité accrue de l'Europe dans cette alliance.

Des importants efforts ont été entrepris depuis sept mois dans le sens de l'Europe de la défense. J'insiste beaucoup pour que nous mettions nos capacités en commun, que nous renforçons l'industrie européenne de défense, mais aussi que nous puissions participer ensemble à des opérations.

L'année 2013 sera ainsi marquée par la préparation d'un Conseil européen très important qui se situera à la fin de l'année, où nous aurons à nous prononcer pour des avancées sur la politique européenne de sécurité et de défense commune. La France y prendra toute sa part.

Dans quelques semaines à peine, nous célébrerons le cinquantième anniversaire du traité de l'Élysée. C'était donc le traité que le Général de GAULLE et Konrad ADENAUER avaient scellé pour réconcilier la France et l'Allemagne après deux guerres, deux guerres terribles qui nous avaient opposés.

Je veux donner à cette célébration un caractère historique, mais aussi un caractère prospectif. Que pouvons-nous faire, français et allemands ensemble ? Préserver la zone euro ? Nous y travaillons et nous avons réussi pour l'essentiel. Consolider nos économies ? C'est nécessaire pour lutter contre le chômage. Mais nous avons des responsabilités au nom de l'Europe et y compris pour l'Europe de la défense. Je voudrais que ce moment puisse consacrer une nouvelle étape dans nos rapports et une nouvelle construction de l'Europe de la défense.

Mais notre défense, elle est aussi et surtout nationale. Cela relève de notre propre souveraineté, de notre propre décision, de notre propre volonté : celle des dirigeants, celle aussi du peuple français. C'est lui qui doit nous dire aussi ce qu'il veut pour sa défense à travers ses représentants. Nous devons avoir une stratégie cohérente sur la base d'une évaluation de nos objectifs, également d'une analyse de la menace permettant de dessiner le visage de nos armées à l'horizon des dix, quinze prochaines années.

C'est l'objet du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. La commission qui est présidée par Monsieur GUEHENNO en a la responsabilité. Il va me présenter très prochainement ses premières propositions.

La loi de programmation qui découlera de ce livre blanc sera discutée au Parlement dès l'été. Elle déclinerait année après année la réalisation de nos objectifs. Souvent, ces lois de programmation sont autant d'affichages peu respectés dans le temps. Tachons de faire différemment de nos prédécesseurs. Ayons des objectifs plus réalistes, mais soyons sûrs de les atteindre.

Que voulons-nous faire ? D'abord nous voulons maintenir notre stratégie de dissuasion nucléaire avec ses deux composantes : sous-marine et aérienne. Notre effort dans le domaine nucléaire est le fruit d'un engagement politique constant, depuis le général de Gaulle jusqu'à aujourd'hui et au-delà des alternances, des successions de majorité. C'est un consensus, nous devons le préserver. Il n'est pas fondé simplement sur une habitude, sur une coutume, sur un rite, sur une fierté nationale que d'avoir une force de dissuasion, non. Ce consensus est fondé sur une même certitude : c'est la force de dissuasion qui nous permet d'être assurés contre toute menace et qui nous permet aussi de peser dans le concert mondial. Je ferai donc tout pour que cet outil-là soit préservé.

Dans le même esprit et au-delà de la force de dissuasion, nous devons être capables de projeter hors de nos frontières, c'est-à-dire être capables d'intervenir à l'extérieur, que ce soit dans des conflits armés de haute intensité pour ne pas dire des guerres que ce soit dans des opérations de stabilisation et de maintien de la paix. Pour cela pour que nous puissions être engagés dans un théâtre au-delà de nos frontières nous devons être prêts et c'est pourquoi nous devons nous préparer aussi bien à être nous-même à l'initiative dans des opérations autonomes sur le plan opérationnel mais aussi être préparés à être dans des coalitions, ce qui rend encore la tâche plus difficile pour nos armées. Ses forces doivent être composées d'hommes et de femmes entraînés et équipés au bon niveau, connaître à tout moment la nature des menaces, donc l'importance du renseignement qui fera donc l'objet d'une attention toute particulière, avec le lancement du

satellite d'observation Pléiade qui a eu lieu récemment et qui s'inscrit pleinement dans cette logique.

Lenjeu pour la France c'est aussi de rester en mesure de peser dans la gestion et le règlement des crises mettant en cause la sécurité internationale ou nos intérêts stratégiques. C'est la raison pour laquelle nous sommes parmi les nations il n'y en a pas beaucoup dans le monde qui peuvent disposer d'éléments de très grande qualité, d'unité d'élite et vous en faites partie. Grâce à ces éléments et ces unités, nous pouvons avoir une efficacité reconnue et un rôle précieux pour la paix dans le monde, car la France intervient toujours au nom de la légalité internationale, sur mandat des Nations-Unies, pour servir une cause plus grande encore que la nôtre qui est celle du maintien de la paix dans le monde.

En tant que Président de la République je suis chef des armées. Ma mission est donc d'assurer la pérennité de nos capacités, de nos forces et donc la sécurité du pays. L'essentiel du budget de la défense cela n'a pas été facile à être préservé dans la loi de finance pour 2013. Mais chacun connaît les exigences de la période : nécessité d'une bonne gestion des deniers publics, obligation de réduire le déficit.

Vous me direz « que va devenir le budget du ministère de la défense dans ce cadre-là ? ». Je vous le rappelle ici : le ministère de la Défense participera à l'effort national au même niveau que les autres ministères pas plus, pas moins et il ne saurait être question de faire une variable d'ajustement du budget de l'Etat £ pour des raisons qui sont d'ailleurs très simples à comprendre, et qui ne sont pas celles simplement partagées par les personnels de la défense.

La première raison : parce que ce budget est un élément de notre souveraineté et de notre sécurité. La seconde raison : parce que nous sommes dans un système d'alliances avec des considérations stratégiques, que nous servons des intérêts qui ne sont pas forcément les nôtres et qui sont ceux du monde tout entier. Mais aussi pour une autre raison : la défense joue un rôle décisif pour le redressement économique de notre pays. Tout à l'heure on me présentait des matériels fabriqués pour l'essentiel je dis bien pour l'essentiel en France et quand ce n'est pas en France c'est avec une coopération européenne. Il m'était même indiqué que certains éléments, certaines pièces, étaient produites par de grandes entreprises et d'autres par des PME. Notre industrie de défense représente 4 000 entreprises qui emploient directement 150 000 personnes et 300 000 indirectement avec la sous-traitance. C'est donc un enjeu essentiel pour l'emploi, pour la localisation d'entreprises sur le territoire, mais également pour l'investissement et la technologie. Le ministre de la Défense a voulu qu'il y ait un pacte entre son ministère et les PME pour sécuriser leur activité et pour qu'elles participent pleinement à la défense du pays, mais aussi pour qu'elles soient soutenues par les grandes entreprises dans l'effort de technologie.

Plusieurs fois j'ai souligné l'importance de l'innovation pour retrouver la croissance française. Cette innovation, cette recherche nous la trouvons dans la défense. Il y a même un lien qui n'est pas établi quand en France, les Etats-Unis de ce point de vue-là ont valeur de modèle ou d'exemple entre l'industrie civile et militaire. Regardez pour l'aéronautique, pour l'espace : les succès d'Airbus ou du lanceur Ariane reposent largement sur les avancées technologiques qui ont été constatées en matière de défense. Entre les industries civiles et militaires les liens sont nombreux et étroits. Notre devoir est donc d'offrir aux entreprises françaises les moyens de conquérir davantage de parts de marché, ce qui suppose qu'il y ait un niveau de commandes publiques qui permette justement de les alimenter.

Il y a une compétition dans tous les domaines, y compris sur les fabrications de matériels militaires. Nous avons certains voisins je ne les nommerai pas qui sur ce point vont très loin pour promouvoir leurs exportations. Nous, nous avons des principes et ne vendons qu'à certains pays, mais lorsque nous avons décidé de vendre, il faut être les meilleurs dans ces pays-là pour que nous puissions faire valoir non pas quelques préférences mais l'extrême qualité de nos matériels. J'y veillerai.

Voilà tous les motifs qui fondent en ce début d'année 2013 ma confiance dans les armées : capacité à remplir les missions, technicité des personnels, courage dans les opérations, capacité aussi à assurer notre défense dans tous les domaines. Vous avez à chaque fois été à la hauteur des missions qui vous ont été confiées et tous les professionnels au-delà de cette celle exécutant

des missions qui vous ont été confiées et tous les professionnels au-delà de cette salle exécutent des tâches d'une très haute technicité. J'en ai encore eu la démonstration à travers les matériels et même les simulateurs.

Être aujourd'hui militaire suppose donc une formation d'excellence. C'est pourquoi je souhaite que beaucoup de jeunes en France s'engagent et qu'ils trouvent à travers cette expérience professionnelle le sens de l'effort, du courage, de la pugnacité, de la persévérance, mais aussi de la formation qui leur permettra plus tard d'exercer des métiers civils.

Quelques mots pour terminer pour parler de l'Histoire qui nous renseigne toujours sur ce que nous avons à faire pour demain.

L'année 2013 ouvrira un cycle de commémorations consacrées à la fin de la seconde guerre mondiale. 70 ans après ce sera l'une des dernières grandes occasions de rendre cet hommage solennel aux combattants, résistants, déportés, à tous ces femmes et hommes qui ont traversé cette épreuve et qui sont encore là pour quelques années encore, quelques années seulement. Il nous faut tirer de ces témoignages autant qu'il sera possible, pour que cela serve de passage de témoins entre les générations, entre ceux qui ont connu la guerre et ceux qui ont vécu dans la paix.

2014 sera la première année du centenaire de la première guerre mondiale. Nous préparons ce rendez-vous avec nos partenaires européens, mais aussi avec tous les pays qui avaient soutenu la France au moment où elle avait été menacée et agressée. Nos cimetières militaires rappellent le sacrifice de tous ces soldats, venus de très loin d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, d'Océanie et donc le ministre délégué aux anciens combattants, qui est chargé de présider cette mission interministérielle pour organiser les commémorations, aura à inviter tous ces pays à être présents lors de ces manifestations.

Bien sûr, nous allons bien distinguer les deux guerres. D'abord parce qu'elles ont obéi à des logiques différentes, parce qu'elles n'ont pas eu les mêmes conséquences, les mêmes causes ni les mêmes atrocités. Mais il s'agira aussi de donner du sens à ces commémorations, c'est-à-dire de lever notre conscience nationale et pour cela je souhaite que les militaires y prennent toute leur part, mais aussi bien sûr les associations d'anciens combattants.

La communauté militaire est une famille, avec les actifs et les réserves. J'ai salué tout à l'heure un certain nombre de ses représentants. De cette communauté j'en connais la stabilité, la solidarité et j'apprécie aussi le sens de la discipline, de la cohésion et même de la discrétion. Mais ce n'est pas parce que les armées sont disciplinées et discrètes que nous ne devons pas prendre en compte un certain nombre de situations.

C'est pourquoi je ne tolère pas les facilités qui ont été prises avec l'armée et notamment les errements qui ont conduit à des défaillances graves dans le paiement des soldes. Je suis reconnaissant au ministre de la Défense d'avoir, dès qu'il a découvert cette situation, mis en place des procédures exceptionnelles, pour trouver des solutions, pour apporter dans des délais très courts les soutiens qui étaient attendus, pour réparer les retards. Mais maintenant que le plus essentiel est fait, que le gros a été rattrapé, je demande qu'il y ait une évaluation précise de ce qui s'est produit dans ce que l'on appelle le système Louvois je ne sais pas comment nous avons inventé ce nom, sauf si c'était « Louvois » comme « louvoyer », parce qu'en l'occurrence beaucoup de temps a été perdu pour qu'on comprenne ce qui s'est produit car le risque est que cela se généralise au personnel civil. Une nouvelle fois ce sont les personnels militaires qui en ont fait les frais. Mais il n'est pas possible de répéter ce type d'errements.

J'ai aussi conscience que les armées ont connu plusieurs réformes et qu'il leur a été beaucoup demandé. Je veux ici vous en remercier : vous avez su simultanément affronter un rythme de restructurations élevé et un grand nombre de missions, toujours plus exigeantes. J'entends les messages de vos chefs d'États-majors qui sont dans leur rôle d'être les porte-parole de ce que vous pouvez éprouver. Je connais les tensions qui peuvent résulter de certaines situations et il y a des aspirations mais il y a aussi des inquiétudes. J'entends les unes et les autres et les ministres ici présents sauront les traduire dans les meilleurs délais avec les contraintes que chacun connaît. Mais aujourd'hui et j'en termine c'est la gratitude de la Nation à ses armées que je voulais ici à Orléans exprimer. Merci donc pour votre engagement. Merci pour votre passion. Merci pour votre

enthousiasme, votre courage et pour tout dire votre patriotisme. Merci de donner l'exemple, merci d'illustrer le beau mot de servir : servir, servir son pays, ses idées, ses valeurs & servir une cause qui dépasse chacune et chacun d'entre nous.

C'est dans cet esprit de service que je vous adresse, au nom de la Nation toute entière, mes vœux de réussite et de bonheur pour l'année 2013.

Vive la République et vive la France.